



Les conséquences d'une gouvernance rebelle :
enquête au nord de la Côte d'Ivoire

Par Philip A. Martin, Giulia Piccolino, et
Jeremy S. Speight

Nouvelles et annonces

Bulletin

FrancoPaix

Vol. 3, no 1 - Janvier 2018

Les conséquences d'une gouvernance rebelle : enquête au nord de la Côte d'Ivoire

Par Philip A. Martin, Giulia Piccolino, et Jeremy S. Speight

Résumé exécutif

• Suite au conflit armé opposant les rebelles des Forces Nouvelles (FN) à l'ancien président Laurent Gbagbo, la Côte d'Ivoire fut divisée territorialement de 2002 à 2011. Quelles sont les conséquences à long terme d'une occupation rebelle de presque dix ans ?

• Cette question apparaît d'autant plus importante dans le contexte politique actuel marqué par des tensions autour de la place des anciens FN, en particulier dans la perspective des élections présidentielles de 2020, ainsi que concernant les profondes divisions au sein de l'armée ivoirienne, symbolisées par les récentes mutineries.

• Dans notre étude, qui a couvert 95 sous-préfectures et quartiers de l'ancienne zone Centre Nord Ouest (CNO), nous avons exploré les variations territoriales dans la gouvernance rebelle entre 2002 et 2011 et essayé de comprendre l'impact de ces variations sur l'influence post-conflit des FN au niveau local.

• Nous avons remarqué des différences substantielles dans la qualité de la gouvernance, ainsi que concernant l'influence

des anciens FN après le conflit. Ces différences ne peuvent être expliquées par des facteurs tels que les sympathies des populations pour leur cause. Dans certains cas, il apparaît au contraire qu'une situation de contestation de l'autorité rebelle a pu entraîner des améliorations dans la gouvernance.

• Les anciens responsables des FN qui ont contribué à ces améliorations jouissent d'un certain degré de légitimité auprès des élites locales et des populations. Les relations entre partis politiques et FN contribuent aussi à expliquer les variations entre différentes localités. En définitive, l'autorité rebelle peut se reproduire dans des contextes post-conflit de plusieurs façons, avec un impact différent sur la paix et la démocratisation.

La fin d'une administration rebelle

En avril 2011, l'arrestation de l'ancien président Laurent Gbagbo et la prise de pouvoir du nouveau président élu Alassane Ouattara ont mis fin en Côte d'Ivoire à un conflit de basse intensité qui a duré presque dix ans.



« Quelles sont les conséquences à long terme d’une occupation rebelle qui a duré presque dix ans ? Est-ce que l’emprise des anciens leaders des FN sur la zone CNO a pu vraiment se dissoudre après 2011 ? »

Depuis 2002, la Côte d’Ivoire était de facto divisée entre la zone gouvernementale et la dite zone Centre Nord Ouest (CNO). Cette dernière représentait un vaste territoire (à peu près 60% de la superficie du pays) contrôlé par un groupe armé, les Forces Nouvelles (FN). Le processus de réunification du pays avait commencé en 2007 avec l’Accord politique de Ouagadougou (APO) entre le président Gbagbo et le chef des FN Guillaume Soro. Même s’il y avait eu quelques progrès – notamment le redéploiement du corps préfectoral et de certains services publics – ceci fut arrêté. Les FN avaient continué à gérer les ressources publiques et garder le monopole de la force.¹ Par contre, avec la victoire de Ouattara lors de la crise post-électorale de 2011, les FN avaient achevé leurs objectifs politiques et pouvaient maintenant céder le contrôle de la zone CNO aux autorités étatiques.

Depuis cette réunification, une question reste cependant en jeu : quelles sont les conséquences à long terme d’une occupation rebelle qui a duré presque dix ans ? Est-ce que l’emprise des anciens leaders des FN sur la zone CNO a pu vraiment se dissoudre après 2011 ?

Ces questions sont d’autant plus importantes dans le contexte

politique ivoirien actuel au niveau national, qui est marqué par des tensions autour de la place des ex-FN. En premier lieu, il y a de plus en plus de mécontentements entre l’ancien leader des FN Guillaume Soro et le reste du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), la coalition qui soutient le président Alassane Ouattara. Parallèlement, la Côte d’Ivoire a été secouée par de nombreuses mutineries, dont la plus récente en mai 2017,² dont les anciens éléments des FN réintégrés dans l’armée étaient les principaux protagonistes, réclamant des primes de guerre.

L’attention des médias et des institutions internationales s’est concentrée sur les aspects les plus spectaculaires et inquiétants de l’influence des ex-FN. Les activités économiques illicites de certains anciens commandants de zone (comzones) – les chefs de guerre en charge des dix zones administratives de la zone CNO – ont été largement évoquées.³ Depuis 2011, des efforts importants ont été réalisés par le gouvernement pour « co-opter » dans l’appareil sécuritaire ces anciens « comzones », mais l’efficacité de cette stratégie est discutable. Cependant, on sait très peu sur d’autres formes moins visibles d’influence des ex-FN sur l’ancienne zone CNO. Enfin, la plupart des études sur la gouvernance rebelle en Côte d’Ivoire se concentrent sur certaines grandes villes (Korhogo,

Man), et ne fournissent pas de données systématiques sur l'ensemble de la zone.⁴

Dans la première phase de notre recherche, nous avons essayé de répondre à ce défi. Notre premier objectif a été de comprendre le fonctionnement du système de gouvernance mis en place entre 2002 et 2011 dans la zone CNO et, notamment, les variations existantes entre différentes localités. En deuxième lieu, nous avons essayé d'apprécier l'influence des ex-FN après 2011 et de comprendre quelles variables peuvent expliquer la persistance ou la réduction de cette influence dans les différentes localités. Notre travail nous a permis de créer une base de données incluant 91 sous-préfectures (le plus petit découpage territorial ivoirien), ainsi que quatre quartiers de l'ancienne 'capitale rebelle' Bouaké et de la ville de Korhogo. Toutes les données et les chiffres présentés dans le prochain paragraphe sont issus de notre recherche.

La zone CNO sous occupation rebelle

Notre enquête sur l'ancienne zone CNO s'est déroulée durant la seconde moitié de 2017. Des entretiens à l'aide d'un questionnaire structuré ont été réalisés avec des 'experts historiques locaux', c'est-à-dire des personnes ressources bien informées qui ont vécu sans interruption dans la sous-préfecture ou le quartier depuis 2002.

Une première partie du questionnaire a porté sur la période de gouvernance rebelle. Nous avons considéré toute la période 2002-2011 comme pertinente, même si nous avons inséré un petit nombre de questions sur les changements qui ont suivi la conclusion de l'APO en 2007 et sur le redéploiement de certains services administratifs.

Lors de la période de l'occupation des FN, on peut remarquer un certain nombre de points communs à l'ensemble de la zone CNO.

Premièrement, les FN ont rapidement occupé la zone et, grâce au recrutement massif, établi une présence militaire qui n'était pas limitée aux villes et axes principaux. Dans plus de 90% des localités visitées, les FN étaient le principal acteur dans le maintien de l'ordre et dans plus de 85% des cas, ils établissaient un système de taxation bien institutionnalisé. Globalement, certains services publics étaient délaissés. Dans plus de 90% des localités, personne ne s'occupait du maintien des infrastructures locales. Aussi, plus de 80% des localités

vivaient des pillages, surtout dans la phase initiale de l'occupation. Cependant, dans plus de 75% des localités, différents types de mécanismes de dialogue ou de médiation entre la population civile et les FN étaient mis en place.

Néanmoins, les situations n'étaient pas uniformes entre les différentes localités de la zone CNO. Par exemple, il y avait d'importantes variations concernant le niveau de violence vécu par la population. Près de 25% des localités visitées connaissaient des combats, tandis que le reste des sous-préfectures étaient occupées par les FN sans rencontrer de la résistance. Aussi, dans une majorité des localités (65%) il y a eu des exactions contre les civils perpétrées par les FN, mais leur gravité et ampleur ont beaucoup varié. Certaines localités étaient victimes de pillages et d'actes d'intimidations occasionnels, tandis que d'autres endroits recensaient de nombreux cas de viols et d'assassinats. Par exemple, dans 26% des localités, il y avait plus de cent victimes civiles, tandis que dans 19% des localités il n'y a eu aucun cas d'exaction selon nos interlocuteurs.

Une autre différence concerne l'existence et la nature des structures civiles de gouvernance. En dépit de l'établissement officiel de délégations civiles des FN dans chaque zone après 2005, dans la plupart des localités (60%) visitées, nos répondants ne connaissaient pas le délégué civil de leur zone ou ne le percevaient pas comme une figure impliquée dans les affaires de la localité. Les mécanismes de dialogue et de médiation entre la population civile et les FN étaient aussi différents selon les zones. Dans certains cas, la coopération entre ces derniers et les élites locales était minimale, limitée à des efforts occasionnels de médiation pour des cas d'abus

de pouvoir ou de violence contre des civils. Dans d'autres localités, par contre, il y avait un dialogue régulier et structuré entre la communauté et les leaders locaux des FN. Aussi, dans certaines localités, l'intermédiaire était une personne, ou un groupe de personnes, affilié ou sympathisant des FN. Dans

d'autres cas, le dialogue avec les FN était assuré par des membres de l'élite existante, tels que des chefs traditionnels ou des religieux.

L'influence post-conflit des ex-Forces Nouvelles

La deuxième partie du questionnaire a porté sur le niveau d'influence que les ex-FN ont gardé suite à la fin du conflit

« Le gouvernement ivoirien fait face à plusieurs dilemmes depuis la fin de la crise post-électorale en 2011. Si les efforts pour affaiblir les liens sociaux et économiques entre anciens combattants et communautés apparaissent nécessaires pour renforcer l'État sur le long terme, il y a des risques de répercussions si cela est fait de façon trop rapide et sans considérer les dynamiques locales ».

en 2011. Même si l'attention des médias s'est concentrée sur les comzones, nous avons gardé nos questions assez ouvertes, de façon à considérer aussi l'influence d'autres figures avec une position de pouvoir à l'échelle locale. Cela inclut les commandants à l'échelle inférieure (commandants de secteurs) et les leaders civils, notamment les délégués civils, et d'autres personnalités influentes, telles que les membres du secrétariat des FN dans le cas de Bouaké. Dans le cas des civils, il est parfois difficile d'établir le rôle exact qu'ils occupaient dans la hiérarchie des FN. Au-delà des personnes avec une fonction officielle, telles que les délégués généraux, d'autres personnes collaboraient étroitement avec les FN et étaient de facto intégrées dans leur système de pouvoir. Nous avons essayé avec nos questions de clarifier la position de ceux que nos interlocuteurs qualifiaient de 'leaders locaux' des FN.

Des différences entre localités sont perceptibles dans la présence des ex-FN à l'échelle locale après 2011. Plus de la moitié des localités (55%) ont reçu une visite d'un ancien commandant ou autre leader des FN depuis la fin de la crise. Dans la plupart des cas, ces visites étaient à l'occasion de cérémonies publiques ou de cérémonies privées telles que les funérailles et baptêmes de familles influentes. Dans 25% des sous-préfectures visitées, les anciens leaders des FN apportaient des dons à la communauté ou à des ex-combattants pendant leurs visites.

Pourquoi les ex-FN sont-ils toujours des acteurs influents dans certaines localités mais pas dans d'autres ? Nous avons considéré comme possibles explications les liens familiaux de ces leaders, la qualité de leur gouvernance pendant la crise et l'affiliation politique des populations.

Dans le contexte ivoirien, un membre influent de la communauté a le devoir de prendre soin de son 'village d'origine'. Il n'est donc pas surprenant que l'influence des ex-FN soit particulièrement évidente dans des cas où l'ancien commandant est en même temps un 'fils de la région'. Par exemple, le commandant de Katiola, Hervé Touré, dit Vetcho, issu d'une famille en vue de la ville, continue à nouer des liens très forts avec les élites locales de Katiola.⁵ De la même façon, l'influence du comzone Zacharia Koné est beaucoup plus évidente à Vavoua, ville où il a grandi, qu'à Séguéla, pourtant officiellement le chef-lieu de la zone qu'il contrôlait.

Certains cas, cependant, sont moins faciles à interpréter. À Man, le comzone Losseni Fofana, dit Loss, continue à être une présence importante en dépit du fait qu'il n'a pas de liens familiaux dans la région. Six ans après la fin de la crise, Loss est le commandant du Bataillon de sécurisation de l'Ouest, basé à Man, et il est difficile de dire si sa fonction

officielle est une cause ou une conséquence de son influence informelle.

Dans des cas comme ceux de Katiola et de Man, il semble y avoir une relation directe entre la capacité des commandants à bâtir une réputation positive pendant leurs années au pouvoir, et leur influence post-conflit. À Katiola, nos répondants partagent l'opinion que Vetcho a fait des efforts importants pour mettre fin aux exactions et améliorer les conditions de la population civile.⁶ De la même façon, l'arrivée de Loss à Man en 2004 a marqué la fin du 'temps sauvage', marqué par l'insécurité et les violences contre la population civile.⁷

Plus surprenant, on peut noter l'absence de corrélation entre les attitudes politiques de la population et l'influence des FN après la crise. Dans des villes comme Man et Vavoua, en principe politiquement hostiles aux FN, il semble que la nécessité de gagner de la légitimité parmi une population divisée a pu agir comme un stimulant pour les FN, les amenant à améliorer leur gouvernance et institutionnaliser leurs structures civiles. Par exemple, à Man le commandant Losseni Fofana établit un 'service social' et une plateforme de dialogue avec la société civile peu après son arrivée. Vavoua avait un représentant civil des FN depuis 2003, tandis que dans de nombreuses autres localités, les structures civiles étaient pratiquement inexistantes avant l'institution de délégations générales en 2005. Ces efforts ont aidé les FN à garder de l'influence après la fin de la crise.

Au contraire, l'influence des ex-FN est aujourd'hui moins perceptible dans certaines zones qui ont été au départ largement favorable à la rébellion, telles que les villes de Séguéla et de Korhogo. À Séguéla, il y a un sentiment de frustration très perceptible envers les anciens commandants, qui sont accusés d'avoir délaissé une zone pauvre et marginalisée, mais qui a pourtant fourni beaucoup de recrues aux FN.⁸ À Korhogo, l'influence du comzone Martin Kouakou Fofié s'est rapidement évanouie après que celui-ci ait été transféré à Daloa en 2016, en dépit de sa popularité quand il était en charge de la ville.⁹

Notre hypothèse est que, pour expliquer ces cas, il faut prendre en compte l'emprise du Rassemblement des Républicains (RDR), le parti politique d'Alassane Ouattara, dans les zones majoritairement malinké ou sénoufo. À cause d'un agenda politique partagé avec celui de la rébellion, les représentants du RDR sont restés à leur poste pendant l'occupation.¹⁰ Quand la crise fut terminée, l'apparat du pouvoir et les liens de patronage du RDR se sont rapidement remis en place et les leaders du parti ont essayé de mettre

un frein aux ambitions des ex-FN.¹¹

Au-delà de l'influence des comzones, des civils affiliés ou ayant collaboré avec les FN à l'époque de l'occupation gardent aussi une influence. Dans plus de 20% des sous-préfectures visitées, un civil affilié avec les FN a occupé un poste politique après 2011 – député à l'Assemblée nationale, maire ou adjoint au maire, ou conseiller régional. De nombreux civils ayant collaborés avec les FN ont aussi intégré la fonction publique. Nos entretiens ont mis en évidence que ces civils associés aux FN n'étaient pas toujours liés aux FN du point de vue des populations, même quand ces civils étaient formellement insérés dans les structures institutionnelles de la rébellion. Cela a pu aider certains civils associés aux FN à se détacher des exactions commises par les éléments militaires.

Implications pour la construction de la paix

La paix en Côte d'Ivoire reste fragile et l'une des causes principales est sans doute l'alliance instable entre les anciens FN et les autres membres de la coalition RHDP, ainsi que la difficulté de réintégrer les anciens éléments des FN dans les structures militaires et dans la vie civile. Notre analyse révèle la complexité de ces situations par rapport à ce que les médias et les rapports des organisations internationales décrivent.

Le poids des ex-FN dans la Côte d'Ivoire post-crise est territorialement variable. Dans certaines localités, la gouvernance rebelle a créé un réseau dense de relations clientélistes et personnelles qui lient les anciens leaders rebelles et les communautés. Les anciens commandants et les figures civiles des FN sont perçus par les communautés et les administrateurs locaux de façon ambivalente. Tandis que certains phénomènes, tels que l'exploitation illicite de ressources naturelles, sont unanimement décriés comme nuisibles à la paix, d'autres formes d'influence post-conflit sont perçues comme positives ou quand même légitimes. Des représentants locaux de l'État affirment que les anciens comzones ont un rôle à jouer dans la construction de la paix et le développement économique de leurs anciennes zones.¹² Des commandants tels que Losseni Fofana à Man sont aussi crédités pour avoir préservé la stabilité locale face aux récentes mutineries d'anciens combattants des FN.¹³ Il faut aussi considérer que, dans les sociétés pour la plupart oligarchiques et gérontocratiques du nord ivoirien, l'influence des ex-FN est perçue comme un facteur de mobilité sociale.

Le gouvernement ivoirien fait face à plusieurs dilemmes depuis la fin de la crise post-électorale en 2011. Si les efforts pour affaiblir les liens sociaux et économiques entre anciens combattants et communautés apparaissent nécessaires pour

renforcer l'État sur le long terme, il y a des risques de répercussions si cela est fait de façon trop rapide et sans considérer les dynamiques locales.

Il faut aussi remarquer que, dans certaines localités de l'ancienne zone CNO, les risques sécuritaires ne semblent pas découler de l'influence des anciens comzones, mais de la perception d'avoir été abandonnés aussi bien par les FN que par le gouvernement Ouattara. Les programmes de développement et d'assistance post-conflit se sont concentrés dans les zones perçues comme à risque, la plupart situées dans le sud et l'ouest de la Côte d'Ivoire. Mais les récentes mutineries qui ont affecté les villes de l'ancienne zone CNO soulignent que les anciens éléments des FN qui se sentent délaissés par leurs leaders, et plus généralement l'absence d'impact du 'miracle économique' post-crise dans le nord du pays, sont aussi une cause potentielle d'instabilité.

Philip A. Martin¹⁴ est candidat au doctorat au Massachusetts Institute of Technology, Giulia Piccolino¹⁵ est maître de conférences (Lecturer) à Loughborough University et Jeremy S. Speight¹⁶ maître de conférences (Assistant Professor) à University of Alaska at Fairbanks.

¹ Jeremy Speight, "Big-Men's Coalitions and Political Order in Northern Côte d'Ivoire (2002-2013)," thèse de doctorat, Concordia University, Montreal, 2015, p. 59.

² Rebecca Schiel, Christopher Faulkner, and Jonathan Powell, "Mutiny in Côte d'Ivoire," *Africa Spectrum*, 52, 2 (2017): 103-115.

³ Voir par exemple Groupe d'Experts des Nations Unies sur la Côte d'Ivoire, Rapport Final, S/2016/254, 17 mars 2016 ; Joe Bavier, "Special Report: Why gold threatens Ivory Coast's peace," Reuters, 7 mai 2015, <<https://www.reuters.com/article/us-ivorycoast-gold-army-specialreport/special-report-why-gold-threatens-ivory-coasts-peace-idUSKB-N0NS0V620150508>> (11 Décembre 2017).

⁴ Speight, "Big-Men's Coalitions," op. cit.; Kathrin Heitz, "Power-Sharing in the Local Arena," *Africa Spectrum* 44, 3 (2009): 109-131; Till Förster, "Maintenant, on Sait Qui est Qui: Statehood and Political Reconfiguration in Northern Côte d'Ivoire," *Development and Change* 41, 4 (2010): 699-722.

⁵ Entretien avec un administrateur local, Katiola, 26 juillet 2017.

⁶ Entretien avec un administrateur local, Katiola, 26 juillet

2017; entretien avec leader communautaire, Katiola, 26 juillet 2017.

⁷ Heitz, “Power-Sharing in the Local Arena,” op. cit. ; Entretien avec administrateur local, Man, 8 août 2017; entretien avec leader de la société civile, 18 août 2017, Abidjan.

⁸ Entretien avec un administrateur local, 3 août 2017, Séguéla; entretien avec éléments des FN démobilisé, 4 août 2017, Séguéla.

⁹ Speight, “Big-Men’s Coalitions,” op. cit.

¹⁰ Entretiens dans les régions du Worodougou et Poro, août 2017.

¹¹ Entretien avec membre de la branche politique des FN, 15 juillet 2017, Abidjan. Entretien avec membre de la branche politique des FN, 28 juillet 2017, Bouaké.

¹² Entretien avec administrateur local, Vavoua, 5 août 2017.

¹³ Entretien avec administrateur local, Man, 8 août 2017.

¹⁴ martinp@mit.edu

¹⁵ g.piccolino@lboro.ac.uk

¹⁶ jspeight@alaska.edu



Nouvelles et annonces

- Plusieurs rapports du Projet Mali du Centre FrancoPaix avec le soutien de Affaires Mondiales Canada sont disponibles en ligne, en français et en anglais :

["Les dilemmes de l'intervention internationale au Mali"/ "The Dilemmas of International Intervention in Mali"](#), par Bruno Charbonneau ;

["Insecurity, the Breakdown of Social Trust, and Armed Actor Governance in Central and Northern Mali" / "Insécurité, effondrement de la confiance sociale et gouvernance des acteurs armés dans le centre et le nord du Mali"](#), par Adam Sandor ;

["Unmet Hopes to Govern Mali's Persistent Crisis" / "Espoirs de gouvernance déçus et crise persistante au Mali"](#), par Jonathan M. Sears.

- La conférence annuelle du Centre FrancoPaix et du West Africa Peace and Security Network (WAPSN) aura lieu à Bamako les 4 et 5 mai prochain. La première journée sera dédiée au Projet Mali du Centre FrancoPaix, et la deuxième à la conférence du WAPSN sur le thème "Espace, frontières, conflit et insécurité en Afrique de l'Ouest". Le programme sera disponible à la fin du mois de février.

- Bruno Charbonneau, Adam Sandor, et Adib Bencherif réaliseront au mois de janvier une présentation concernant le Projet Mali à Ottawa, au sein de Affaires Mondiales Canada.

- Adib Bencherif présentera ["De la sécurité au Sahel aux dynamiques des groupes armés touaregs au Mali"](#), une conférence proposée par le Groupe de réflexion sur l'Afrique, le 23 janvier à 17h30. Adib Bencherif donnera aussi une conférence intitulée ["Enquêter en terrain difficile, défis et enjeux pour les professionnels de l'investigation au Sahel"](#) dans le cadre des Cafés du monde, organisés par Connexion internationale de Montréal, le jeudi 25 janvier, à 7h30.

- Adib Bencherif signe le compte rendu d'un ouvrage dirigé par Martin Bouchard et intitulé « [Social Networks, Terrorism and Counter-terrorism. Radical and Connected](#) » dans la revue Études internationales, volume XLVII, 2016.

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie. Le CFP est financé en partie par l'Organisation internationale de la Francophonie. Chaire Raoul-Dandurand | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca

